

L'hon. M. Hees: Voici ce que j'ai demandé. La DOSCO a-t-elle été avisée de l'intention du gouvernement de construire ce nouveau port avant que le conseil d'administration prenne sa décision?

Le très hon. M. Pearson: Mon honorable ami présume qu'il y a un certain plan pour un certain nouveau port. J'ai dit que cette question serait discutée avec le ministre. La société était au courant des plans généraux du gouvernement pour le développement de cette région.

L'hon. Michael Starr (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question complémentaire. La DOSCO a-t-elle reçu, ces trois dernières années, des subventions du gouvernement fédéral par l'entremise du programme d'aide régionale du ministère de l'Industrie ou de tout autre programme de ce ministère? Si oui, le ministre pourrait-il nous dire quel est le montant de cette aide financière et à quelle fin elle a été accordée?

M. l'Orateur: A l'ordre. Ce n'est pas, à mon sens, le genre de question qui peut être posée en ce moment.

L'hon. M. Starr: Monsieur l'Orateur, ma question est très importante, car on a discuté du problème, qui est urgent. Nous aimerions savoir quelles mesures on entend prendre et quelle proposition on pourrait faire à la compagnie en cause relativement à cette fermeture.

M. l'Orateur: Je signale au député qu'il demandait dans sa question une liste ou un compte rendu de l'aide accordée à la compagnie au cours d'une période de trois ans; il s'agit ainsi d'une question qui ne peut être posée en ce moment.

M. MacInnis: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre par suite de sa réponse selon laquelle il n'aurait été mis au courant des projets de la compagnie que vendredi dernier. Je me demande s'il faisait allusion à la DOSCO ou à la Société de développement du Cap-Breton. Le premier ministre ou un membre du cabinet connaissait-il avant jeudi dernier les intentions avouées de la DOSCO et, depuis lors, le cabinet s'est-il réuni pour discuter l'affaire?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, comme je l'ai signalé, nous avons reçu les premiers renseignements au sujet des projets de la DOSCO à la fin de la semaine dernière. Depuis, à compter de vendredi ma-

[Le très hon. M. Pearson.]

tin, le cabinet s'est réuni en séance plénière et en comité pour discuter des mesures à prendre devant la situation. A l'heure actuelle, deux ministres et des fonctionnaires intéressés sont partis à destination de la Nouvelle-Écosse où une réunion aura lieu ce soir.

M. MacInnis: Une autre question supplémentaire. Le premier ministre pourrait-il dire dans quel sens le cabinet se propose d'agir ou quels projets ont été formulés au sujet de cette fermeture?

Le très hon. M. Pearson: Pas pour le moment, monsieur l'Orateur.

[Plus tard]

M. MacInnis: Je voudrais demander au ministre de l'Industrie s'il était au courant avant jeudi dernier de la fermeture projetée et annoncée par la DOSCO et que le gouvernement...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député, me semble-t-il, a posé tantôt cette question au premier ministre qui lui a répondu.

M. MacInnis: En toute déférence, j'ai demandé au premier ministre si lui-même ou un de ses collègues avait été avisé de la décision. Il se peut fort bien que le ministre de l'Industrie ait été au courant, mais que le premier ministre n'ait pas été prévenu.

M. l'Orateur: J'espère que le député ne cherchera pas à poser cette question à tous les membres du cabinet.

M. MacInnis: Ce serait une façon d'obtenir une réponse. (*Exclamations*)

Peut-être me laissera-t-on poser la deuxième partie de la question. Le gouvernement fait-il des plans pour fermer l'aciérie de Sydney ou s'efforce-t-on d'en continuer l'exploitation?

L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie): Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et le ministre des Mines, de l'Énergie et des Ressources l'ont tous deux dit hier, le gouvernement—y compris moi-même—n'a reçu avis pour la première fois des intentions de la DOSCO que jeudi. Ni moi ni mes collègues n'en savions rien. Ces derniers tentent maintenant de coopérer avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse pour vérifier tous les détails de cette affaire et voir ce que l'on pourrait faire pour remédier dans une certaine mesure à la situation qui est grave pour le Cap-Breton.

M. MacInnis: Pour en revenir au détail qui m'intéresse, le ministre voudrait-il me donner